

De la nécessité de mettre fin à la monnaie unique.

Jean-Jacques Rosa

I. Défaire l'euro est la priorité de toute politique économique.

Parce qu'il est très facile de ruiner une économie par une manipulation politique inadéquate du taux de change. Or c'est ce qui a été fait avec la création de l'euro qui a « gelé » arbitrairement le taux de change du franc en marks (et par rapport aux autres monnaies nationales de la zone).

- Cette nécessité est mal comprise parce que le rôle, dans l'économie, du prix de la monnaie par rapport au prix des autres monnaies – le prix du change -- est mal compris. Or c'est LE prix le plus important dans une économie ouverte sur l'extérieur. Pourquoi ? Parce que son niveau conditionne les prix de tous les autres biens et services, ceux des produits exportés comme ceux des produits importés.
- Prenons une entreprise française efficace et rentable qui vend son produit 100 euros pour couvrir ses frais. Supposons un taux de change simple : 1 euro achète 1 dollar. Le produit français est vendu 100 dollars aux USA où ne survivent que les entreprises qui peuvent le produire localement à ce coût. Mais faisons intervenir une réévaluation de l'euro : désormais 1 euro achète 2 dollars. Le prix du même produit, fabriqué avec toujours autant d'efficacité en France, mais rendu sur le marché américain, passe à 200 dollars (car désormais 1 euro = 2 dollars). Plus aucun consommateur américain n'achètera le produit français alors que les entreprises locales le proposent toujours à 100 dollars puisque chez elles rien n'a changé.

Dans le même temps le produit vendu 100 dollars aux USA va passer sur le marché français à 50 euros puisque 100 dollars s'échangent désormais contre 50 euros. L'euro est « plus fort » mais aucun consommateur français n'achètera plus le produit fabriqué sur place et tous vont acheter le produit américain.

L'entreprise française fait faillite sans avoir démérité, et l'entreprise américaine prospère. La surévaluation du change conduit à la destruction de l'économie nationale. Il est très facile de ruiner une économie par une manipulation politique inadéquate du taux de change.

- Or depuis plus d'un quart de siècle la propagande officielle, relayée par ses économistes attitrés, nous a vanté les vertus d'un Franc fort tout d'abord, puis d'un Euro fort. Pour finir par reconnaître tout récemment ce qu'elle a

constamment nié : la baisse relative de l'euro orchestrée par M. Draghi est plutôt bénéfique pour nos économies. Capitulation intellectuelle en rase campagne.

- II. Malheureusement la baisse de l'euro ne peut suffire à rendre leur compétitivité à nos entreprises, tant à l'exportation que face aux importations. En effet l'essentiel de nos échanges avec l'extérieur, 2/3 de nos exportations et de nos importations, se fait au sein de la zone euro et non pas avec les Etats-Unis ou la Chine (l'importance de cette dernière étant ainsi très largement exagérée dans le débat public). Et c'est principalement avec l'Allemagne que nos exportations périclitent alors que nos importations augmentent. Si les monnaies nationales existaient toujours ce déséquilibre des échanges serait résolu par une baisse du Franc relativement au Mark. Un Franc achèterait moins de Marks : le prix des Renault et Peugeot rendues sur le marché allemand baisserait tandis que le prix des VW sur le marché français augmenterait et la balance commerciale reviendrait à l'équilibre, assurant la prospérité des entreprises et de l'emploi en France.

Mais l'existence même de l'euro a supprimé ce mécanisme d'ajustement mutuel des économies par la variation du prix de la monnaie nationale.

Comme il y a, au fil des ans, plus d'inflation en France qu'en Allemagne, au taux de change fixe de 1 « Euro-Franc » contre 1 « Euro-Mark » les produits français ne cessent de perdre de leur compétitivité par rapport aux produits allemands.

Pour compenser ce handicap accumulé il faudrait que la productivité en France augmente toujours plus vite que la productivité en Allemagne, et d'autant plus qu'il y a un différentiel de prix accumulé à rattraper, ce qui est impossible pour deux économies également développées et d'efficacité semblable : les progrès de productivité français ne peuvent dépasser constamment, d'année en année, ceux que l'Allemagne, de son côté, continuera de réaliser.

La seule possibilité réaliste consiste alors à organiser une désinflation ou même une déflation permanente en France, ce qui conduit, comme nous le savons d'expérience, à une dépression de l'activité par anémie de la demande intérieure.

C'est pourquoi il est impératif de sortir de l'euro : non pas pour opérer une dévaluation artificielle, injustifiée, du futur Franc, mais *pour retrouver la vérité du prix du change seule capable de rétablir la croissance et l'emploi.*

- III. Conséquences politiques.

La vérité du prix du change rend inutile le protectionnisme qui par ailleurs est dangereux et nuisible pour une économie complexe et développée.

En effet la dépréciation du Franc par rapport au Mark (et d'autres monnaies) accroîtra la compétitivité externe de nos exportations tout en réduisant la compétitivité (artificielle, due au taux de change inadéquat) des produits étrangers sur le marché français.

Le protectionnisme ne vise qu'à réduire nos importations mais il ne fait rien pour nos exportations. Au contraire en augmentant le prix de produits intermédiaires importés il augmente le coût de nos produits à l'exportation. Or la vie et la prospérité de nos entreprises (et donc l'emploi) dépendent aujourd'hui en grande partie de leurs succès sur les marchés mondiaux qui sont infiniment plus vastes que notre marché intérieur.

De plus le protectionnisme décourage la spécialisation de notre appareil productif dans les activités où nous pourrions être les meilleurs en nous encourageant à continuer à produire dans des domaines où nous ne sommes pas les meilleurs. Or nous savons que la spécialisation est la clé de la croissance et de la richesse des nations. C'est ainsi que la forte croissance des années d'après-guerre a été largement soutenue par la reconversion massive de la population active agricole vers l'industrie et les services. La France ne peut prétendre tout produire à meilleur prix que tous les autres pays du monde. Ne pas mettre à profit le savoir-faire des autres c'est se condamner à consommer plus cher et moins bon. C'est aussi détourner nos facteurs de production (travail, capital, et management) vers des activités où nous sommes moins bons, et au détriment, nécessairement, du développement des activités dans lesquelles nous sommes les meilleurs.

Enfin il faut cesser de propager des contre vérités nuisibles concernant notre économie : ce n'est pas le « néolibéralisme » ou l'ouverture internationale qui coule l'économie française alors que nous faussons délibérément depuis des années le prix de marché de notre monnaie par l'intermédiaire de l'euro. C'est la surévaluation politico-administrée de notre prix du change qui détruit notre économie. Tout comme elle le faisait dans les années 30 lorsque les gouvernements s'acharnaient à conserver des monnaies surévaluées, à une valeur fixe par rapport à l'or, ce qui les conduisait partout à adopter des politiques de déflation destructrice et de fermeture protectionniste menant à la dépression et au chômage de masse.

Il y aura bientôt un quart de siècle que nos dirigeants montrent qu'ils n'ont rien appris de cette expérience catastrophique. Mais cela n'est pas surprenant puisqu'ils ne lisent pas. Comme nous le savons déjà, ceux qui ne comprennent pas l'histoire se condamnent à la répéter.

- Pour plus de détails voir mes travaux sur le site web : <http://jeanjacques.rosa.pagesperso-orange.fr>
Et pour les anglophones, mon blog : <http://jjrosa.blogspot.fr>